

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 AVRIL 1904.

**Projet de loi modifiant certaines dispositions concernant le mode d'élection
des membres des tribunaux de commerce ⁽¹⁾.**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. CARTON DE WIIART.

MESSIEURS,

Le mode d'élection des membres des tribunaux de commerce est régi par diverses dispositions, qui sont éparses dans la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, dans les lois électorales coordonnées du 30 juillet 1881, dans les lois des 2 juin 1884, 1^{er} mai 1895 et 19 mai 1898.

Dès le 21 juin 1896, le Gouvernement a saisi la Chambre d'un projet de loi codifiant ces dispositions et réglant d'une manière complète l'organisation des tribunaux de commerce. Ce projet de loi a fait l'objet d'un rapport de l'honorable M. Ligy, au nom de la Section centrale, déposé sur le bureau de la Chambre le 5 mai 1899. Jusqu'à ce jour, la Chambre n'a pu en aborder l'examen.

Sans attendre plus longtemps la réalisation de cette réforme d'ensemble, mais sans vouloir y faire échec, les honorables MM. Verspreuwen, Selb, Steenackers et Delannoy ont jugé qu'il serait de la plus grande utilité d'introduire, sans plus de retard, dans la législation qui régit l'élection des magistrats consulaires, deux innovations proposées par le Gouvernement dans son projet du 21 janvier 1896 et adoptées sans contestation par la Section centrale de la Chambre.

(1) Projet de loi, n° 86.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINCKX, était composée de MM. MELOT, GILLÈS DE PELICHY, HELLEPUTTE, CARTUYVELS, RUZETTE, CARTON DE WIIART.

Il s'agit de deux innovations qui ont trait à la procédure électorale.

L'une concerne les délais fixés, d'une part, entre l'époque des présentations des candidats et la date de l'élection et, d'autre part, entre la convocation des électeurs et la date de l'élection.

L'autre applique aux élections consulaires le système de votation admis pour les élections politiques.

Ces deux innovations sont justifiées de la manière suivante par l'honorable M. Verspreuwen dans les développements de sa proposition de loi :

« Les délais fixés, d'une part, entre l'époque des présentations des candidats et de la date de l'élection et, d'autre part, entre la convocation des électeurs et la date de l'élection sont actuellement fixés respectivement à 5 et à 10 jours.

» Les électeurs doivent donc, sous le régime actuel, être convoqués avant l'expiration du délai fixé pour le dépôt des candidatures.

» Il en résulte que lorsque la réunion des électeurs n'a pas lieu parce que le nombre des candidats ne dépasse pas celui des mandats à conférer, l'envoi des lettres de convocation n'en est pas moins obligatoire.

» L'article 1^{er}, en modifiant les délais fixés pour les présentations et pour l'envoi des lettres de convocation, permet aux communes de se dispenser d'adresser, dans cette hypothèse, aux électeurs un appel auquel ils n'ont pas à répondre. Il évite en même temps des frais absolument inutiles et épargne un travail considérable aux administrations chargées de la confection des lettres de convocation et de leur remise aux intéressés.

» *La deuxième innovation* que le projet de loi tend à réaliser a pour but d'introduire dans notre système électoral consulaire une simple modification au mode actuel de votation.

» Comme le faisait remarquer la Chambre de Commerce d'Anvers, dans la pétition qu'elle a adressée, le 14 décembre 1901, à MM. les Président et Membres de la Chambre des Représentants, « l'appel nominal, à une heure » déterminée, principalement dans les grands arrondissements comptant des » milliers d'électeurs, prend beaucoup de temps et oblige les négociants à se » distraire de leurs affaires pendant plusieurs heures.

» Cette circonstance a pour effet d'éloigner des urnes un grand nombre » de commerçants, et plus spécialement ceux qui ont le plus grand intérêt à » la bonne composition du tribunal de commerce.

» Leurs affaires considérables, la nécessité de recevoir et d'expédier les » divers courriers étrangers, de répondre à des télégrammes, etc., les » obligent à quitter la salle d'élection et bien souvent ils ne peuvent y » revenir qu'après la clôture du scrutin. »

» Un remède à cette situation consiste à appliquer aux élections consu- » laires le système du poll qui fonctionne sans donner lieu à la moindre » critique, en ce qui concerne les élections politiques.

» C'est l'objet de l'article 2 de la proposition de loi. »

La proposition de MM. Verspreuwen et consorts a été renvoyée par le Sénat à sa Commission de la Justice. Celle-ci, ayant consulté M. le Ministre de la Justice, a été avisée le 15 janvier 1894 de ce que « le Gouvernement

n'a pas d'observations à présenter au projet de M. Verspreewen et est disposé à s'y rallier, trouvant la réforme proposée utile et pratique ». La Commission, en se ralliant à son tour au projet, déclare, par l'organe de son honorable Président-rapporteur, M. Dupont, que les innovations proposées font disparaître des inconvénients pratiques et ne soulèvent aucune question de principe.

Le rapport ajoute :

« Le projet de réorganisation générale, proposé en 1896, ne sera probablement pas voté avant un assez long délai, et il paraît, dès lors, utile de réaliser immédiatement la réforme réclamée par MM. Verspreewen et consorts.

» Elle s'impose, en outre, par l'autorité spéciale en cette matière des signataires de la proposition. »

Dans sa séance du 16 mars 1904, le Sénat a adopté la proposition sans qu'aucune objection ait été formulée et à l'unanimité des 74 membres présents.

Transmis à la Chambre, ce projet a reçu dans toutes les Sections un accueil également favorable.

Deux pétitions ont été renvoyées à votre Section centrale par la Commission des pétitions. L'une d'elles, en date du 24 mars 1904, émane de MM. Corty et Albrecht, respectivement président et secrétaire général de la Chambre de commerce d'Anvers. Elle prie la Chambre de discuter le plus tôt possible le projet en question.

L'autre, en date du 18 avril 1904, émane de MM. P. Berckmans et J. Hoecteur, respectivement président et secrétaire de l'*Onpartijdige Bond der Neringdoeners, Ambachtsheden en eigenaars* d'Anvers. Elle prie la Chambre d'introduire dans le projet de loi certaines dispositions relatives à la publication et à la revision des listes des électeurs pour les tribunaux de commerce.

Votre Section centrale, estimant que l'adoption du texte voté par le Sénat ne fait nullement obstacle à ce que des modifications d'un autre ordre ne soient apportées dans la suite à l'organisation des tribunaux de commerce et craignant que l'introduction actuelle de ces nouvelles modifications dans le projet n'ait pour résultat de retarder la mise en vigueur de deux innovations fragmentaires, dont l'utilité et l'urgence ne sont point contestées, a l'honneur de vous proposer, à l'unanimité de ses membres, l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,
H. CARTON DE WIART.

Le Président,
E. NERINCX.



(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 APRIL 1904.

Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de wijze van verkiezing der leden van de rechtbanken van koophandel ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARTON DE WIART.

MIJNE HEEREN,

De wijze van verkiezing der leden van de rechtbanken van koophandel wordt geregeld door verschillende bepalingen, die verspreid zijn in de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, in de samengeordende kieswetten van 30 Juli 1881, in de wetten van 2 Juni 1884, 1 Mei 1893 en 19 Mei 1898.

Reeds den 21^e Juni 1896, diende de Regeering een wetsontwerp in, strekkend om die bepalingen tot wetboek te maken en de inrichting der rechtbanken van koophandel volkomen te regelen. Over dat ontwerp van wet werd namens de Middenafdeeling verslag uitgebracht door den achtbaren heer Ligy; den 5^e Mei 1899 werd dit verslag ingediend, doch tot hiertoe kon de Kamer het ontwerp niet onderzoeken.

Zonder langer te wachten naar het verwezenlijken van die algeheele hervorming, doch zonder ze te willen dwarsboomen, oordeelden de achtbare heeren Verspreuwen, Selb, Steenackers en Delannoy het hoogst nuttig om onverwijld in de wetten op de verkiezing van de leden der rechtbanken van koophandel twee nieuwe bepalingen op te nemen, welke door de Regeering waren voorgesteld in haar ontwerp van 21 Januari 1896 en zonder verzet aangenomen door de Middenafdeeling der Kamer.

(1) Wetsontwerp, n° 86.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINCX, bestond uit de heeren MRLLOT, GILLÈS DE PELICHY, HELLEPUTTE, CARTUYVELS, RUZETTE, CARTON DE WIART.

Die twee nieuwe bepalingen betreffen de wijze van verkiezing.

De eene geldt het tijdsbestek, bepaald, eenerzijds, tusschen het tijdstip waarop de kandidaten worden voorgedragen en den datum der verkiezing, en anderzijds tusschen de oproeping der kiezers en den datum der verkiezing.

De andere past op de verkiezingen voor de kamers van koophandel de wijze van stemmen toe, die bij politieke verkiezingen bestaat.

Beide nieuwigheden werden op de volgende wijze verdedigd door den achtbaren heer Verspreuwen, in de Toelichting van zijn wetsvoorstel :

« De termijnen bepaald, eenerzijds, tusschen het tijdstip waarop de kandidaten worden voorgedragen en den datum der verkiezing en, anderzijds, tusschen de oproeping der kiezers en den datum der verkiezing zijn thans wederzijds bepaald op vijf en tien dagen.

» Onder het bestaande stelsel moeten de kiezers dus worden opgeroepen vóór het eindigen van den termijn bepaald voor het neerleggen der kandidatenlijst.

» Daaruit blijkt dat, wanneer de vergadering der kiezers niet plaats heeft omdat het getal kandidaten dit van de toe te kennen mandaten niet overtreft, het verzenden der oproepingsbrieven toch verplicht is.

» Artikel 1 van het ontwerp wijzigt de termijnen gesteld voor het voordragen van kandidaten en het verzenden der oproepingsbrieven ; het laat dus aan de gemeenten in dat geval toe, aan de kiezers geen oproepingsbrief te zenden, vermits aan dezen geen gevolg moet gegeven worden. Het bespaart tevens aan de besturen, belast met het opmaken van de oproepingsbrieven en het bestellen daarvan aan de belanghebbenden, volstrekt nuttelooze kosten, alsmede een aanzienlijk werk.

» De tweede door het wetsontwerp in te voeren *nieuwigheid* heeft ten doel, in ons stelsel van verkiezing voor de handelsrechtbanken eene eenvoudige verandering in de huidige wijze van stemmen op te nemen.

» Zooals de koophandelskamer van Antwerpen het deed opmerken in het verzoekschrift dat zij op 14 December 1901 tot den voorzitter en de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers richtte, « vergt de naamafroeping, op » een bepaald uur, vooral in de groote arrondissementen met duizenden » kiezers, veel tijd en zijn daardoor de kooplieden noodzakelijk gedurende » vele uren van hunne zaken afgetrokken.

» Die omstandigheid heeft voor gevolg dat een groot getal kooplieden en » inzonderheid degenen die het grootste belang hebben bij de goede samen- » stelling der handelsrechtbank, niet naar de stembus gaan.

» De belangrijkheid hunner zaken, de noodzakelijkheid waarin ze zich » bevinden de brieven uit den vreemde in ontvangst te nemen en er op te » antwoorden, alsmede op de telegrammen, enz., dat alles verplicht hen de » kieszaal te verlaten en zeer dikwijls kunnen zij er slechts na afloop van de » stemming terugkeeren. »

» Die toestand kan worden verholpen door op de verkiezingen voor de » handelsrechtbanken de wijze van stemming toe te passen die, zonder » eenige afkeuring uit te lokken, voor de politieke verkiezingen werkt.

» Dat is het doel van artikel 2 van het wetsvoorstel. »

Het voorstel van de heeren Verspreuwen en medeleden werd door den Senaat verzonden naar zijne Commissie van Justitie. Deze raadpleegde den heer Minister van Justitie, en kreeg den 15ⁿ Januari 1904 bericht dat « de Regeering geene bezwaren heeft in te brengen tegen het ontwerp van den heer Verspreuwen, en geneigd is er zich mede te vereenigen, omdat zij de voorgestelde hervorming nuttig en practisch acht ». De Commissie vereenigde zich op hare beurt met het ontwerp, en verklaarde bij monde van haren achtbaren voorzitter-verslaggever, den heer Dupont, dat de voorgestelde nieuwigheden werkelijke bezwaren wegnemen en geen vraagstuk van beginsel opwerpen.

De verslaggever voegt hierbij :

« Het ontwerp tot algemeene herinrichting, dat in 1896 werd voorgesteld, zal waarschijnlijk niet zoo spoedig wet worden; dus komt het ons nuttig voor, onmiddellijk de door de heeren Verspreuwen en medeleden gevraagde hervorming te verwezenlijken.

» Daarenboven wordt deze opgedrongen door het bijzonder gezag der voorstellers, op dit gebied. »

Den 16ⁿ Maart 1904, keurde de Senaat zonder de minste opmerking het voorstel goed, met eenparige stemmen van de 74 aanwezige leden.

Het ontwerp werd aan de Kamer overgemaakt, en genoot in al de afdeelingen een zelfde gunstig onthaal.

Twee verzoekschriften werden door de Commissie voor verzoekschriften verzonden naar uwe Middenafdeeling. Het eene, in dato van den 24ⁿ Maart 1904, gaat uit van den heer Corty, voorzitter, en den heer Albrecht, algemeen secretaris der Kamer van koophandel te Antwerpen. Daarin wordt de Kamer verzocht, het ontwerp zoo spoedig mogelijk te behandelen.

Het andere, gedagteekend 18 April 1904, gaat uit van den heer P. Berckmans, voorzitter, en den heer J. Hoecteur, secretaris van den *Onpartijdigen Bond der Neringdoeners, Ambachtsheden en Eigenaars*, te Antwerpen. Het vraagt dat de Kamer in het wetsontwerp zou opnemen eenige bepalingen betreffende het afkondigen en herzien van de lijsten der kiezers voor de rechtbanken van koophandel.

Uwe Middenafdeeling is van oordeel dat het aannemen van den door den Senaat goedgekeurden tekst geenszins verhindert dat er later wijzigingen van een anderen aard worden toegebracht aan de inrichting der rechtbanken van koophandel, doch vreest dat, moesten thans die nieuwe wijzigingen in het ontwerp worden ingevoerd, daardoor zou worden vertraagd het in werking treden van de twee gedeeltelijke nieuwigheden, waarvan het dadelijk nut niet wordt betwist. Met eenparige stemmen harer leden heeft zij de eer u te verzoeken het wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,
H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

